

Sur la ligne de départ pour 2012, le MoDem s'échauffe

Par **Valentine OBERTI**

Article publié le dimanche 23 octobre 2011

Pas encore officiellement candidat, mais déjà certain de l'être. François Bayrou se prononcera début décembre, laisse-t-il entendre. En attendant, voici donc l'amorce d'une campagne, avec à l'agenda deux déplacements par semaine, dont le cadre est le suivant: à chaque déplacement, son thème (autant que possible, lié à l'un des trois piliers du projet de François Bayrou: produire, instruire et construire la démocratie), ses visites et son dialogue direct. Jeudi dernier, le Cantal, sur le thème «instruire». Ce lundi, direction la Loire et Saint-Étienne pour parler de sport.

Côté militants, on regarde aussi vers 2012, et plus loin encore. «*Le MoDem n'existera l'année prochaine que si François Bayrou gagne la présidentielle. Sinon, c'est mort.*» Les propos de Christophe Azanza, responsable du MoDem du Gers, sonnent presque comme un ultimatum. Si tous les militants du Mouvement démocrate qui ont répondu à Mediapart ne le formulent pas ainsi, tous, en revanche, s'accordent à dire que l'année à venir est décisive. Comment le MoDem aborde-t-il les prochaines échéances électorales? Avec quelles forces? Quelles faiblesses? Revue de détail, état des troupes, après un tour de France des mouvements départementaux (voir la «Boîte noire» de cet article).

«*On est un peu dans les starting-blocks, on attend qu'il donne le départ*», s'enthousiasme Pierre Lagonelle, du MoDem des Hautes-Pyrénées. L'université d'été du parti à Giens, en septembre (lire [ici](#) sur Mediapart), a été une réussite du point de vue des militants. Le discours de François Bayrou a galvanisé les troupes, désormais en ordre de bataille: «*C'est vrai qu'il a*

changé: parfois on se disait "qu'est-ce qu'il est chiant, c'est soporifique", mais là, à Giens, ce n'était pas le même.»



Jérôme Sourisseau, maire de Bourg-Charente et conseiller général de Charente, l'a remarqué sur le terrain: «*Il y a un changement de comportement depuis la rentrée.*» Et selon lui, ce sont les effets conjugués du livre programmatique de François Bayrou (2012 *État d'urgence*, vendu à plus de 35.000 exemplaires, selon la communication de François Bayrou) et de l'université de rentrée.

«*Il y a des propositions, ça a interpellé les gens. Fin août, en Charente, on a organisé le pique-nique du MoDem, et à ma grande surprise, beaucoup de maires et d'élus m'ont répondu en manifestant leur soutien, même s'ils ne pouvaient pas être présents.*» Le maire de Bourg-Charente croit à «*un début d'engouement, une bonne spirale*».

Une rentrée qui rappelle les jours heureux du MoDem. Quand le parti attirait et enivrait. Comme lors de son lancement en 2007, le Mouvement démocrate recommence à susciter de l'intérêt. «*Cet élan est en train de revenir*», constate Christine Espert, conseillère municipale d'opposition à Pia (mairie socialiste, Pyrénées-Orientales).

À l'autre bout de la France, dans la Marne, même constat de Nicolas Schmidt: «*J'observe que les gens qui se sont éloignés en 2007 cherchent à nous rejoindre, en se disant que François Bayrou est celui qui apporte le plus de réponses.*» Il en veut pour preuve la présence à Giens d'Anne-Marie Idrac, ex-secrétaire d'État de Nicolas Sarkozy, ou celle de Jean Peyrelevade, un temps resté à distance du MoDem.

Plus récemment, c'est Manuel Valls qui affirmait sur BFMTV-RMC qu'*«il faudrait évidemment gouverner avec François Bayrou»*, lequel admettait ensuite être politiquement compatible avec Valls. En début de semaine, le député du Tarn Philippe Folliot annonçait, lors de la journée parlementaire du Nouveau Centre, son soutien à la candidature de François Bayrou. Bref, les militants ont désormais des arguments pour tordre le cou à cette idée régulièrement ressassée dans les médias, selon laquelle François Bayrou serait seul, isolé.

Autre explication de l'engouement décrit par les militants, le retrait de Borloo. Sans triomphalisme, Cédric Crété, 26 ans, secrétaire général adjoint des moins de 33 ans, le constate: *«Ils se retrouvent un peu orphelins et savent tous que Morin ne fera pas grand-chose.»*

Bruno Dubos, du Lot-et-Garonne, ne dit pas autre chose: *«La fin de la candidature Borloo a un effet très positif pour nous. Tous les militants de l'ancienne UDF sont déçus par les pouvoirs en place et le Nouveau Centre»*, explique-t-il en citant le député-maire d'Agen, Jean Dionis du Séjour (Nouveau Centre).

La cohérence des idées et du positionnement politique

FRANÇOIS BAYROU

**2012
ÉTAT
D'URGENCE**

PLON

«On l'a payée cher, notre indépendance, mais maintenant c'est une reconnaissance», lâche Pierre Lagonelle (Hautes-Pyrénées). Voir un label: indépendance et cohérence garanties, pourrait-on écrire à côté du logo MoDem. Ce sont en tout cas les qualités que les militants attribuent à l'unisson à leur chef. Jérôme Sourisseau vante la fidélité à des valeurs et une honnêteté intellectuelle, tandis que Nicole Jouan, du Finistère, loue un chef qui ne dévie pas de sa ligne, ce qui est trop rare, selon elle, dans la sphère politique: *«J'ai été moi-même candidate aux cantonales, et c'est difficile de se prendre dans la figure des "ah oui mais vous, les politiques..."»*, confie-t-elle.

Tant sur la stratégie – indépendance revendiquée, isolement consécutif assumé –, que sur le fond, pour les militants MoDem, François Bayrou est crédible. *«Il parlait déjà de la règle d'or en 2007. Il en défend l'idée depuis de nombreuses années»*, souligne le Marnais Nicolas Schmidt. C'est en effet sur l'économie et sur l'un des piliers de son programme, développé dans *2012 État d'urgence*, le fameux *«produire»*, que François Bayrou parvient le mieux à convaincre sa base. *«Quand on perd la production, on perd les savoir-faire, on va dépendre de la technologie des*

autres, et pour nous qui avons besoin d'acier, eh bien l'idée de relocaliser, ça a du sens», argumente Nicolas Turquois, membre du MoDem et agriculteur viennois, citant comme exemple la fermeture du dernier haut-fourneau de Florange en Moselle (dont Mediapart s'est fait l'écho **ici**).

Un parti en mal d'adhérents et d'élus

Si les militants du MoDem sont si enthousiastes et sereins face à la bataille électorale à venir, ils n'en sont pas moins conscients qu'ils ont des faiblesses. À commencer par leur nombre. Il y a bien des départements où le MoDem est très implanté, avec des fédérations de plusieurs centaines d'adhérents (près de 400 dans le Var, 400 dans l'Essonne, 300 dans les Hautes-Pyrénées, 400 dans l'Eure, 650 dans les Yvelines, 800 en Aquitaine); mais globalement, de sa création jusqu'à très récemment, le MoDem a plutôt perdu que gagné des adhérents. Ici, on justifie cela par la difficulté de l'engagement politique. Là, on avance un manque de visibilité. Les uns rappellent que le MoDem a surtout attiré des primo-adhérents, «qui se faisaient une idée un peu angélique des partis, et qui ont été déçus du fonctionnement chaotique pendant les 18 premiers mois», selon Thierry Fréjet, du Tarn-et-Garonne. Et pour être honnête, disent-ils de bonne foi, le nombre de militants réellement actifs et mobilisés en permanence peut être divisé par trois par rapport au nombre d'adhérents.

Le Varois Pierre-Jacques Depallens raconte l'afflux d'adhérents, puis leur départ, normal, puisque «c'était un peu l'auberge espagnole». Mouvement éclectique et dispersé. À l'arrivée: 35.000 militants à jour de cotisation pour l'exercice 2010-2011, nous dit Marc Fesneau, le secrétaire général du MoDem, contre plus de 80.000 à la création du parti.

Des élus qui pèsent peu

Peu de militants, pas plus d'élus. Trois députés à l'Assemblée et des scores très faibles à toutes les élections intermédiaires: municipales, européennes, régionales et cantonales. «Quinze élus locaux dans le département, c'est sûr que c'est une faiblesse», admet Fabien Bénard, du MoDem des Alpes-Maritimes. «Dans la préparation des conseils municipaux, ils sont

parfois isolés. Suivre le rythme des grands élus comme Ciotti et Estrosi, qui font une proposition et une sortie médiatique par semaine, nous à côté, on est le pot de terre», ajoute le travailleur social.

Dans de nombreux départements, le MoDem n'a pas de maire, pas plus de conseillers généraux et régionaux. Au mieux, des conseillers municipaux et des adjoints au maire. Pourquoi un tel carton vide en quatre ans d'élections? Parce que le message du MoDem n'était pas clair. Parce que sa force, cette sacro-sainte indépendance, est aussi sa faiblesse. «Soyons lucides», attaque Cédric Crété, le secrétaire général adjoint des moins de 33 ans, «il y a eu des échecs, des prises de position qui ont pu dérouter, notamment aux municipales où le message n'a pas été compris. On était partis sur un centre strictement indépendant et on pouvait se rallier à qui on voulait.»

Fabien Bénard (Alpes-Maritimes) renchérit: «On n'a pas forcément su s'allier, ce sont des questions de personnes, malheureusement. On ne s'est plus parlé pendant deux ans et demi avec le Nouveau Centre, ça reprend depuis quelques mois seulement.» Dans l'Eure, énergie du désespoir pour Danielle Jeanne, tête de liste aux régionales de 2010: «Je savais qu'on allait au casse-pipe, mais on l'a fait pour marquer nos positions.»



Dans l'Essonne, Serge Gaubier a nommé deux vice-présidents: le premier chargé de la visibilité, le second de l'implantation. Ce dernier sera le relais avec tous les délégués de circonscription et le lien avec les différents élus du territoire. «Car c'est difficile de convaincre des gens uniquement sur des valeurs, plutôt que sur une structure. Quand on est UMP ou PS, c'est facile car on a des élus», explique le conseiller municipal de Grigny.

Avoir plus d'élus locaux permettrait en effet de démontrer que les idées de François Bayrou sont applicables. Exemple en Aquitaine, où le MoDem dirige Mont-de-Marsan (Geneviève Darrieussecq). «*On a une liste municipale où l'on gouverne avec l'UMP face à une opposition de gauche socialiste et communiste*», précise Mathieu Ara, directeur de cabinet du maire.

Manque de pédagogie?



Dans les Pyrénées-Orientales, Christine Espert suppose que certains choix n'ont pas forcément été bien expliqués: «*Les gens n'ont pas toujours bien compris, à l'échelle locale, le fait de travailler avec untel ou untel, parfois le PS, parfois l'UMP.*» Christophe Azanza se souvient de la campagne désorganisée pour les cantonales dans le Gers: «*On nous a dit "débrouillez-vous, faites comme vous voulez".*»

De manière générale: «*Pas facile de se battre à l'approche d'un scrutin quand on avait les programmes et les affiches au dernier moment, qu'on n'avait pas d'infos sur la manière de financer une campagne électorale. Bref, on devait se démerder tout seuls.*» Bruno Dubos, du Lot-et-Garonne, tempère: «*Les élections locales nécessitent une structuration locale importante et on est un parti nouveau. Donc dans un premier temps, il a fallu créer l'amalgame entre les gens. Là, on est prêts.*»

Un parti mal structuré

C'est l'autre erreur pointée par les militants: la structuration du parti. Analyse de Michel Veunac, conseiller régional d'Aquitaine, fief du MoDem, et adjoint au maire MoDem de Biarritz: «*Il se trouve que dans la culture centriste, on n'est pas un parti caporaliste, c'est-à-dire que lorsqu'il s'agit de*

s'organiser, on n'a jamais eu une force d'organisation aussi structurée que d'autres mouvements.» Sans compter les fédérations mises sous tutelle du siège parce que la direction collégiale ne fonctionnait pas.



Du coup, le parti ressemble à l'État français: centralisé. Danielle Jeanne, du MoDem de l'Eure, nuance: «*Non pas qu'il soit centralisé, mais il y a une identification trop forte à François Bayrou.*» Pierre-Jacques Depallens confirme: «*Le MoDem a été créé par Bayrou pour Bayrou.*» Erreur stratégique de la première heure, pour Cédric Crété: «*On a voulu présidentialiser le parti aux élections locales. Bayrou a eu du mal à laisser de la place. On a tout fait peser sur lui, sauf que, dans les sondages, quand il était bas, le parti descendait aussi. S'il y avait eu plus d'ancrages locaux, ça aurait été différent.*»

Christophe Azanza regrette un manque d'écoute de la part d'un Bayrou qui ne fait que ce qu'il veut. Au détriment des troupes sur le terrain. «*Il ne faut pas qu'il oublie qu'il a besoin de nous. Il y a un décalage entre Paris et le reste de la France, ça c'est sûr. Mais bon, il y a des leçons qui ont été entendues*», concède l'adjoint au maire d'Eauze (Gers).

Lisibilité encore réduite



Si personne ne regrette le parti pris de l'indépendance et d'une majorité «centrale» qui ne soit à la remorque d'aucun parti, plusieurs regrettent que cette position politique ne soit pas toujours bien comprise. Nicolas Turquois: *«Les gens se perdent un peu. Il y a tout un imbroglio autour des centristes divers et variés. Le mot MoDem est peu connu. Bayrou, lui, est très connu.»*

Même ressenti de Cédric Créte, qui raconte sa campagne pour les régionales: *«Les gens me posaient à chaque fois la même question: vous êtes de gauche ou de droite? Des démocrates, il y en a dans tous les pays du monde. C'est ça qu'on essaie d'ancrer dans la vie politique française»,* explique-t-il. Thierry Fréjet ironise: *«C'est difficile de mettre deux paragraphes d'explication dans chaque tract...»*

18,57% en 2007, combien aujourd'hui?



Bien que le MoDem soit prêt à dégainer slogans, tracts et arguments de campagne, la traversée du désert a laissé des traces, un traumatisme. Souvenir

douloureux pour Pascal Landréat, maire de Pont-Sainte-Marie dans l'Aube: *«Ça nous a perturbés: vous faites 18%, vous êtes euphorique et puis la semaine suivante, ça retombe parce qu'on n'a pas pris position.»*

Une erreur de communication d'ailleurs, selon Bruno Tabary, de la fédération des Yvelines. Mais d'autres, comme Serge Gaubier, le justifient: *«On peut être indépendant et avoir une action politique, soit en étant au second tour, soit en faisant des alliances. Mais pour ça, il fallait impérativement prouver qu'on était indépendant.»*



Aujourd'hui, pas de doute et soulagement général: *«Plus d'indépendance absolue, non, car la situation est telle que François Bayrou prendra ses responsabilités»,* observe le Charentais Jérôme Sourisseau. Pierre Lagonelle: *«Bayrou l'a bien compris puisqu'il appellera à voter pour un candidat. Donc aujourd'hui, oui, il faut s'allier avec d'autres, car le MoDem ne fera pas 50%, mais ce ne sera pas du débauchage comme Nicolas Sarkozy avec les ministres d'ouverture. Nous, on n'est pas achetables, ce sera pour une proximité de projet.»*

Il en va de l'avenir du MoDem, via cette présidentielle, mais aussi, et surtout, les législatives qui suivront. *«Il y a une réalité: si on refait cinq ans seuls contre tous, je ne suis pas sûr qu'on survive. On s'est endurcis, mais ça fragilise et ça fatigue aussi»,* constate Adrien



Debever, du MoDem girondin. Pascal Landréat de conclure: *«Je pense qu'à un moment, il ne faut pas mourir avec nos idées.»*

Consulter aussi notre onglet Prolonger

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Directrice général : Marie-Hélène Smiéjan

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 1 538 587,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil de direction : François Bonnet, Jean-Louis Bouchard, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa ; Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 80 ou 01 90

Propriétaire, éditeur et prestataire des services proposés sur ce site web : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60 euros, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.